



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 144

## **Loi modifiant la Loi sur les transports**

---

### **Présentation**

Présenté par  
**M. Marc-Yvan Côté**  
Ministre des Transports

NOV 1986

---

Éditeur officiel du Québec  
1986

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de modifier les pouvoirs réglementaires du gouvernement pour lui permettre d'adopter un nouveau règlement en matière de transport par autobus qui notamment pourrait conférer à la Commission des transports du Québec un pouvoir discrétionnaire en matière de délivrance, de renouvellement ou de transfert de permis.*

*Ce projet modifie les dispositions qui sont relatives au renouvellement des permis pour permettre l'intégration des droits de renouvellement des permis aux droits d'immatriculation.*

*Enfin, ce projet vise à remédier aux effets du jugement déclarant ultra vires le Règlement sur le transport par autobus sur les permis déjà délivrés, sur les décisions déjà rendues en vertu de ce règlement et sur les demandes déjà introduites mais non encore décidées.*

# Projet de loi 144

## Loi modifiant la Loi sur les transports

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** L'article 5 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12), modifié par l'article 3 du chapitre 67 des lois de 1986, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant:

«*c*) déterminer les activités qui requièrent un permis, y prévoir des exceptions eu égard à des types de personnes ou de biens transportés, à des types de transporteurs et, le cas échéant, eu égard au lieu du principal établissement de ces transporteurs, à des types de services, aux moyens ou systèmes de transport utilisés et au territoire couvert ou à la distance parcourue et édicter des conditions pour l'exercice d'une telle activité ou pour bénéficier d'une telle exception, de même que la durée de cette exception;»;

2° par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) déterminer les classes et les catégories de permis, établir des normes permettant de déterminer le nombre minimum et maximum de permis, édicter les conditions applicables à la délivrance d'un permis et celles que doit remplir une personne pour en être titulaire et prévoir des exceptions à ces conditions;»;

3° par le remplacement du paragraphe *f* par le suivant:

«f) déterminer la durée minimale ou maximale d'un permis, prescrire qu'un permis n'est pas renouvelable, exclure un permis de la procédure de renouvellement prévue à l'article 37.1, édicter les conditions applicables au renouvellement d'un permis et prévoir les cas où un permis peut être renouvelé par l'administrateur de la Commission;».

**2.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 5, du suivant :

«**5.1** Le gouvernement peut, dans un règlement prévu par la présente loi, conférer un pouvoir discrétionnaire à la Commission en matière de délivrance, de renouvellement ou de transfert de permis.

À cette fin, il peut, s'il y a lieu, indiquer les principes, les critères ou les facteurs dont la Commission tient compte en ces matières. ».

**3.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 32, du suivant :

«**32.1** La Commission refuse de délivrer, renouveler ou transférer un permis :

1° lorsque les conditions prévues par la présente loi et les normes, s'il en est, édictées par les règlements ne sont pas respectées;

2° lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire, dans l'exercice d'un pouvoir qui lui est conféré par l'article 5.1, qu'un tel permis ne doit pas être délivré, renouvelé ou transféré. ».

**4.** L'article 34 de cette loi est modifié :

1° par la suppression de la deuxième phrase;

2° par l'addition des alinéas suivants :

«Le gouvernement peut, par règlement, prescrire la codification des clauses des permis qu'il indique ou des droits conférés par ces permis, en fixer le délai et déterminer les conditions et les règles qui s'y appliquent.

Lorsqu'une codification n'est pas faite en présence des parties, la Commission doit les en aviser et leur donner l'occasion de se faire entendre. ».

**5.** L'article 34.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa, des mots « en l'absence de » par les mots « sous réserve des ».

**6.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 35, du suivant :

« **35.1** La Commission collige les renseignements que le gouvernement détermine par règlement relativement aux services de transport et suivant les conditions qu'il indique. ».

**7.** L'article 37 de cette loi est modifié :

1° par la suppression, dans la quatrième ligne du premier alinéa, des mots « sur paiement des droits annuels »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

**8.** Cette loi est modifiée par le remplacement de l'article 37.1 par les suivants :

« **37.1** À moins d'une disposition contraire dans un règlement, un permis est réputé renouvelé pour une période d'un an si, avant la date de son expiration :

1° la Régie de l'assurance automobile du Québec a délivré au titulaire du permis un certificat d'immatriculation pour le véhicule routier utilisé pour fournir le service de transport autorisé par le permis ;

2° le titulaire du permis fournit à la Commission le numéro de la plaque d'immatriculation du véhicule utilisé.

« **37.2** Lorsqu'un permis a été renouvelé suivant l'article 37.1, la Commission peut, en outre des cas prévus à l'article 40, d'office ou sur demande, le révoquer pour l'un des motifs prévus à l'article 32.1 ou le modifier comme s'il s'agissait d'un renouvellement.

Elle doit toutefois avoir donné au titulaire du permis l'occasion de se faire entendre.

« **37.3** Un permis renouvelable qui ne peut pas être renouvelé selon la procédure prévue à l'article 37.1 peut l'être si une demande est introduite à la Commission avant la date de son expiration.

Le permis demeure en vigueur jusqu'à ce que la décision de la Commission devienne exécutoire. ».

**9.** L'article 38.2 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « dans les cas et ».

**10.** Les demandes de permis de transport par autobus qui ont été introduites avant le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) suivant le Règlement sur le transport par autobus, édicté par le décret 2004-85 du 25 septembre 1985, et qui n'ont pas fait l'objet d'une décision de la Commission des transports du Québec sont décidées suivant la présente loi et le premier règlement sur le transport par autobus qui pourra être édicté par le gouvernement après le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

**11.** Sont validés les permis délivrés et les décisions rendues par la Commission des transports du Québec suivant le Règlement sur le transport par autobus, édicté par le décret 2004-85 du 25 septembre 1985, en tant que ces permis et décisions reposaient sur des dispositions réglementaires déclarées invalides.

**12.** Le premier règlement sur le transport par autobus qui pourra être édicté par le gouvernement après le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) pourra l'être sans qu'un projet de ce règlement ne soit publié à la *Gazette officielle du Québec*.

Ce règlement sera réputé en vigueur depuis le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).

**13.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).